



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

« Notre devoir : vous informer »

S O M M A I R E

<i>M. Lecornu : « L'un des risques pour la France est d'être défaite sans être envahie »</i>	<i>Page 2</i>
<i>Un État islamique intégré à l'échelle mondiale</i>	<i>Page 3</i>
<i>L'énergie russe après trois ans de guerre</i>	<i>Page 12</i>
<i>Menaces en Occident</i>	<i>Page 17</i>
<i>Le contre-espionnage allemand constate une hausse significative des actions « agressives » menées par la Russie</i>	<i>Page 20</i>
<i>Nouveaux rapports de force en Baltique</i>	<i>Page 22</i>
<i>Le syndrome de La Havane et les mesures actives menées par Moscou</i>	<i>Page 23</i>



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 2

M. Lecornu : « L'un des risques pour la France est d'être défaite sans être envahie »

Lundi 7 oct. à 17:09

En février, le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, avait noté que le comportement de la Russie à l'égard de la France s'était singulièrement durci depuis deux ans. Et de mettre ce changement de posture, plus agressive, sur le compte des difficultés éprouvées par les forces russes sur « le champ de bataille en Ukraine ».

Pour illustrer son propos, le ministre avait évoqué des « tentatives d'aveuglement de pilotes d'hélicoptère de nos frégates » ainsi que des « menaces » proférées par le contrôle aérien russe à l'encontre « d'un ensemble d'avions français » alors que ceux-ci survolaient les eaux internationales de la mer Noire.

À l'époque, M. Lecornu s'était gardé de donner des détails. De même que l'État-major des armées [EMA], qui fit seulement état d'échanges par radio « particulièrement agressif » entre les forces russes et un « [E-3F] Awacs en mission d'appréciation de situation dans les eaux internationales au-dessus de la mer Noire », en novembre 2023.

Mais cet incident, alors inédit, n'était pas celui dont avait parlé M. Lecornu. Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire Le Point, il a enfin livré le fin mot de cette histoire. Enfin presque.

La Russie « est encore plus agressive qu'elle ne l'était en 2022 ou en 2023, et plus seulement contre nos intérêts en Afrique, mais y compris directement envers nos forces armées : des pilotes d'hélicoptères français ont fait l'objet de tentatives d'aveuglement, le contrôle aérien russe a menacé d'abattre une patrouille de Rafale français », a en effet détaillé M. Lecornu. Et de noter qu'il s'agit de « pratiques qui avaient disparu depuis la fin de la Guerre froide ».

Justement, en parlant de Guerre froide, M. Lecornu estime que la période actuelle « correspond à un nouveau moment de rupture stratégique inédit » depuis la chute du Mur de Berlin et l'implosion de l'Union soviétique. « Les menaces anciennes de type terrorisme n'ont pas disparu tandis que la compétition entre grandes puissances a repris, y compris sous 'voûte nucléaire' », a-t-il dit.

Cela étant, cette situation n'est pas foncièrement nouvelle. Dans les années 1970/80, la menace terroriste, notamment incarnée par des groupuscules d'extrême gauche [Action directe, Brigades rouges, etc.] soutenus en sous-main par le bloc communiste, était déjà prégnante, en particulier en France, en Italie et en Allemagne.

Quoi qu'il en soit, pour M. Lecornu, l'époque actuelle est différente de celle de la Guerre froide dans la mesure où « les sauts technologiques, la militarisation de l'espace et du numérique, la guerre informationnelle [qui n'est pas non plus nouvelle, ndlr] et l'exploitation des fragilités économiques permettent à des compétiteurs de mettre en œuvre des menaces dont l'effet peut être gravissime ».



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 3

Aussi, estime le ministre des Armées, « l'un des risques aujourd'hui pour la France est d'être défaite sans être envahie ». Malgré la dissuasion nucléaire ? Probablement qu'il précisera sa pensée dans le livre qu'il s'apprête à publier [Vers la Guerre ? La France face au réarmement du monde – Plon].

En attendant, pour M. Lecornu, la Russie est le pays qui fait peser la menace la plus lourde sur la France actuellement. Outre sa posture agressive à l'égard des forces françaises, elle « mène une guerre informationnelle, militarise de milieux nouveaux, comme les fonds marins ou le cyber », a-t-il relevé. « Imaginez demain des dizaine d'hôpitaux subissant des cyberattaques ou des capacités de piégeage aux abords de grands ports comme Le Havre ou Marseille... », a-t-il conclu.

opex360.com

Un État islamique intégré à l'échelle mondiale

ven. 4 oct. à 09:54

L'État islamique n'a plus le même visage qu'il y a cinq ans et il est beaucoup plus intégré en tant qu'organisation au sein de son réseau mondial qu'Al-Qaïda ne l'a jamais été. Cela fait dix ans que l'État islamique s'est proclamé califat et plus de cinq ans qu'il a perdu son dernier vestige de territoire en Syrie. Cependant, alors que l'État islamique refait parler de lui en raison de sa capacité croissante à mener des opérations extérieures (avec des attentats en Iran, en Turquie et en Russie cette année, ainsi que de nombreux complots déjoués en Europe), il existe un malentendu fondamental sur la manière dont le groupe opère aujourd'hui. À bien des égards, il est soit considéré à tort à travers le prisme du fonctionnement d'Al-Qaïda (un réseau de branches décentralisées), puisqu'il faisait auparavant partie du réseau mondial d'Al-Qaïda, soit basé sur le fonctionnement de l'État islamique lorsqu'il était à son apogée et qu'il contrôlait le territoire en Irak et en Syrie. Il est également probable que certains membres du gouvernement américain aient mal interprété les renseignements d'origine électromagnétique en avançant l'idée que le chef de l'État islamique visé en Somalie à la fin du mois de mai, Abd al Qadir Mumin, était devenu le calife du groupe. Ces changements survenus au cours des cinq dernières années sont essentiels à comprendre pour les décideurs politiques, car la façon dont la menace se présente aujourd'hui sera différente de la façon dont les décideurs politiques ont traité la question au cours de la dernière décennie, lorsque l'accent était mis sur le contrôle territorial de l'État islamique en Irak et en Syrie.

L'organe le plus important pour comprendre l'État islamique aujourd'hui est sa Direction générale des provinces, qui était auparavant basée en Syrie, mais de nouvelles informations suggèrent qu'au moins aux plus hauts niveaux, elle pourrait maintenant avoir une position centrale en Somalie. Lorsque l'on comprend cette structure, les actions de l'État islamique à l'échelle mondiale prennent tout leur sens. C'est également la raison pour laquelle nous constatons aujourd'hui beaucoup plus d'interactions et de connexions entre ses différentes wilayat (provinces) que par le passé. À bien des égards, les aspects clés qui animent l'État islamique en tant qu'organisation (gouvernance, mobilisation des combattants étrangers et opérations extérieures) demeurent, mais ils ne sont plus principalement basés ou contrôlés par son lieu d'origine, l'Irak et la Syrie, mais sont répartis dans son réseau provincial mondial. Ses objectifs restent les mêmes, même si l'organisation s'est adaptée à un environnement modifié. C'est aussi la raison pour laquelle le défi posé par l'État islamique aujourd'hui est différent de celui du passé et qu'il est, à certains égards, plus résistant à la pression qu'auparavant.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 4

Le défi que représente l'État islamique est donc plus difficile à relever d'un point de vue sécuritaire que par le passé, lorsqu'il était possible de se concentrer principalement sur ses efforts en Irak et en Syrie. Aujourd'hui, se concentrer uniquement sur l'Irak et la Syrie ou sur toute autre province sans comprendre ses liens avec d'autres parties du réseau mondial du groupe conduira à manquer des détails cruciaux pour des raisons d'opportunité. C'est pourquoi, même s'il est compréhensible que les États-Unis aient réorienté une grande partie de leurs effectifs et de leur budget vers des problèmes plus existentiels et plus vastes tels que la Chine et la Russie, ce serait une erreur de négliger l'État islamique en tant que défi sécuritaire permanent, mais en constante évolution. Par conséquent, il est toujours utile de continuer à avoir et d'ajouter des postes gouvernementaux financés dans différentes agences et départements pour se concentrer sur le suivi de cette menace afin de mieux anticiper la prochaine surprise. Sinon, des erreurs d'interprétation seront commises comme par le passé.

Une répétition de l'histoire ?

Sans cette compréhension, il est plausible que les décideurs politiques interprètent les actions de l'État islamique aujourd'hui différemment de la réalité au sein de l'organisation. Cette hypothèse n'est pas si farfelue que cela. Nous sommes déjà passés par là. Avant la réapparition de l'État islamique en 2013, de nombreux fonctionnaires et chercheurs pensaient que le groupe avait été vaincu. Plusieurs l'appelaient encore « Al-Qaïda en Irak », bien qu'il ait été rebaptisé « État islamique d'Irak » sept ans plus tôt. De même, alors que l'État islamique progressait vers le contrôle territorial de l'Irak et de la Syrie en janvier 2014, le président Barack Obama a qualifié l'État islamique de « JV squad » par opposition à Al-Qaïda, présumée « varsity ».

Ce malentendu fondamental découle en partie de la politique de l'invasion et de la guerre en Irak en 2003, un chapitre sur lequel les responsables et d'autres voulaient tourner la page. L'assassinat d'Oussama ben Laden en 2011, qui a atténué l'intérêt du public pour la poursuite du mouvement djihadiste en général et de l'État islamique d'Irak en particulier, a fourni un contexte supplémentaire. Les experts de la lutte contre le terrorisme se sont alors concentrés sur Al-Qaïda dans la péninsule arabique et sur Harakat al-Shabab al-Mujahidin, basé en Afrique de l'Est, parce que ces groupes comprenaient des combattants étrangers, occidentaux ou inspiraient des radicaux d'origine occidentale à préparer des attentats dans leur pays.

L'une des principales lacunes en matière de connaissances lors de la résurgence de l'État islamique concernait l'évolution du groupe au fil du temps. Ce manque de compréhension historique a donné lieu à de nombreuses interprétations erronées. Le groupe a été considéré à tort, selon les cas, comme une façade pour des baathistes revanchards, un foyer pour des nihilistes sans idéologie, un mouvement millénariste qui ne s'intéresse pas à la gouvernance du monde réel, et un mouvement à vocation locale qui n'a aucun projet d'opérations extérieures.

Aujourd'hui, après que l'État islamique a perdu des territoires en Irak et en Syrie en 2019, l'histoire se répète en quelque sorte. De nombreuses personnes à l'intérieur et à l'extérieur du gouvernement américain qui avaient précédemment travaillé sur l'État islamique et le mouvement djihadiste se sont tournées vers des problèmes plus urgents, tels que la montée de l'extrême droite dans les pays occidentaux, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les inquiétudes suscitées par la puissance militaire croissante de la Chine et le révisionnisme géopolitique concernant l'ordre mondial actuel.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 5

Une attention accrue à ces questions est sans aucun doute justifiée, mais « l'accalmie » entre les mobilisations djihadistes ne doit pas être confondue avec la fin du défi.

La Direction Générale des provinces

À la suite de l'annonce par l'État islamique de son expansion au-delà de l'Irak et de la Syrie, à la mi-novembre 2014, vers l'Algérie, l'Égypte, la Libye, l'Arabie saoudite et le Yémen, il a mis en place une structure appelée l'Administration des provinces lointaines. Le nom de cette structure souligne qu'il s'agit d'une entité distincte de la manière dont l'État islamique administrait ses différentes provinces en Irak et en Syrie dans son territoire principal à l'époque. Cet organe a inclus les autres provinces que l'État islamique ajoutait au cours des années suivantes, comme celles du Nigeria, de l'Afghanistan/Pakistan, du Caucase, de la Somalie, etc. Le mode de fonctionnement interne de l'État islamique a toutefois changé à mesure qu'il perdait son contrôle territorial en Irak et en Syrie. Et si beaucoup se concentrent sur mars 2019, date à laquelle l'État islamique a perdu sa dernière parcelle de territoire, il est plus pertinent à certains égards qu'il ait perdu ses bastions de Mossoul, en Irak et d'al-Raqqah, en Syrie, au cours de l'été et de l'automne 2017.

L'État islamique s'était déjà préparé à des changements dès le printemps 2016, lorsque les premiers signes de sa perte de contrôle sur l'Irak et la Syrie ont commencé à devenir plus évidents. Par exemple, dans un discours prononcé en mai 2016, le porte-parole de l'époque, Abu Muhammad al-Adnani, a préparé les partisans du groupe à subir une nouvelle défaite tactique :

« La victoire est la défaite de l'adversaire. Avons-nous été vaincus lorsque nous avons perdu les villes d'Irak et que nous nous sommes retrouvés dans le désert, sans ville ni terre ? Et serions-nous vaincus [si nous perdions] Mossoul, Syrte ou Raqqa ? Certainement pas ! La véritable défaite est la perte de la volonté et du désir de se battre. »

Cela a été suivi d'un éditorial dans le bulletin hebdomadaire du groupe, Al-Naba, à la mi-août 2016, discutant de la stratégie de repli dans le désert (inhiyaz ila al-sahra), comme il l'avait fait précédemment en Irak après le réveil tribal et le renforcement des troupes américaines, avant son retour en tant qu'acteur pertinent en 2013, d'abord en Syrie, puis en Irak. Nous avons vu l'État islamique faire cela dans une certaine mesure dans les régions désertiques de la badiya du centre de la Syrie depuis 2019.

Comme l'État islamique était préparé au changement avant son effondrement territorial complet, il ne devrait pas être surprenant que nous ayons commencé à voir sa structure provinciale en Irak et en Syrie commencer à évoluer à nouveau. À la mi-juillet 2018, l'État islamique a cessé de décrire ses multiples provinces en Irak (Bagdad, Shamal Bagdad, al-Anbar, Diyala, Karkuk, Salah al-Din, Ninawa, Janub, Fallujah, Dijlah et al-Jazirah) et en Syrie (al-Raqqah, al-Barakah, al-Khayr, Hims, Halab, Idlib, Hamah, al-Sham, Latakia et al-Furat) en tant que telles. L'État islamique les a remplacées par Wilayat al-Sham (province du Levant) et Wilayat al-Iraq (province d'Irak). C'est probablement à cette époque que l'État islamique a cessé de séparer ses territoires principaux de ses provinces extérieures en créant la Direction générale des provinces. Le chercheur danois Tore Hamming pense que cela a coïncidé avec la création par l'État islamique de nouvelles provinces en Afrique centrale, en Turquie et en Inde au printemps 2019.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 6

Le point clé de ce changement est que son administration en Irak et en Syrie n'était plus séparée du reste de ses provinces mondiales. Toutes les provinces de l'État islamique étaient désormais sur un pied d'égalité.

Cependant, la création de la Direction générale des provinces a également entraîné une couche supplémentaire de bureaucratie. Elle a créé une superstructure qui supervise désormais les provinces elles-mêmes, la Direction générale des provinces ayant ses propres makatib (bureaux). D'après des documents internes de l'État islamique ayant fait l'objet d'une fuite, ces bureaux sont les suivants : Maktab (bureau) Ard al-Mubarakah, chargé de superviser les activités de l'État islamique en Irak et en Syrie ; Maktab al-Karrar, qui gère la Somalie, la République démocratique du Congo, le Mozambique et d'autres régions d'Afrique orientale, centrale et méridionale ; Maktab al-Furqan, qui administre le bassin du lac Tchad et le Sahel ; Maktab Umm al-Qura, qui s'occupe du Yémen, de l'Arabie saoudite et du Golfe ; Maktab Dhu al-Nurayn, qui se concentre sur l'Égypte et le Soudan ; et Maktab al-Faruq, qui s'occupe de la Turquie, de la Géorgie, du Caucase, de la Russie et de l'Europe. Auparavant, il existait également un Maktab al-Anfal qui couvrait la Libye et l'Afrique du Nord, mais il n'existe plus aujourd'hui et a probablement été intégré au Maktab al-Furqan. Il existait également un Maktab Bilad al-Rafidayn distinct pour l'Irak, mais il a depuis été intégré au Maktab Ard al-Mubarakah.

Aujourd'hui, la sagesse conventionnelle des personnes au sein du gouvernement américain, lorsqu'elles s'expriment en privé, suggère que l'État islamique est un problème gérable, en particulier en ce qui concerne l'Irak et la Syrie, et qu'il est plus dispersé que centralisé. Cependant, ces hypothèses pourraient être davantage liées à la volonté de se concentrer sur d'autres défis politiques qu'à la réalité sur le terrain, alors que l'État islamique s'est reconstitué au cours des cinq dernières années. Il s'agit d'un défi plus complexe car la façon dont il s'est reconstruit est différente de celle dont nous l'avons vu rebondir il y a plus de dix ans en Irak et en Syrie. Ainsi, la façon dont la menace se manifeste aujourd'hui sera différente pour les décideurs politiques qu'auparavant, lorsque le groupe se concentrait principalement sur son contrôle territorial en Irak et en Syrie. En raison de la plus grande intégration entre les provinces de l'État islamique, le fait de ne considérer qu'une ou deux d'entre elles comme une menace ne permet pas de comprendre que l'attribution des responsabilités et des ressources au sein du réseau mondial du groupe s'est étendue, ce qui lui confère une résilience à plus long terme.

Par conséquent, lorsque nous discutons aujourd'hui de l'État islamique dans un sens global, il est d'une certaine manière plus logique de décrire ses bureaux et la manière dont ils sont reliés les uns aux autres que de l'examiner strictement sous l'angle des provinces distinctes, comme nous l'avons fait pendant des années. C'est également le cas parce que le chef de chacune des provinces de l'État islamique rend compte au chef des bureaux de la Direction générale des provinces pour la région concernée. À bien des égards, cela permet de mieux comprendre la question de Mumin (celui que beaucoup ont considéré comme le nouveau calife de l'État islamique), des opérations extérieures de l'État islamique et de leur financement aujourd'hui, ainsi que la raison pour laquelle l'État islamique s'intéresse toujours aux projets de gouvernance et à la mobilisation des combattants étrangers, même si ces derniers n'atteignent pas les mêmes niveaux que par le passé.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 7

Mumin : Le calife ?

Le 31 mai, l'US Africa Command a annoncé avoir ciblé la province somalienne de l'État islamique dans une « zone reculée à proximité de Dhaardaar, à environ 81 km au sud-est de Bosaso » et a affirmé avoir tué trois militants de l'État islamique. Cette déclaration a été suivie d'une fuite d'un membre du ministère de la défense affirmant à la mi-juin que l'une des cibles était Mumin, qui aurait été le dernier calife de l'État islamique. Mumin était le wali (gouverneur) de la Wilayat al-Sumal (Somalie) de l'État islamique depuis qu'il avait, avec d'autres, rompu avec al-Shabab et rejoint l'État islamique en octobre 2015. Aujourd'hui, Mumin serait devenu l'émir (chef) de Maktab al-Karrar et son ancien adjoint au sein de la province somalienne de l'État islamique, Abdirahman Fahiye Isse Mohamud, a été promu au poste de wali. Bien que le rapport de la mi-juin indique que le gouvernement américain ne sait pas si la frappe aérienne a tué Mumin, il s'est montré confiant en affirmant qu'« ils ont amené le calife dans cette région ». Pourtant, les rumeurs locales selon lesquelles l'actuel calife de l'État islamique, Abu Hafis al Hashimi al Qurashi, aurait voyagé depuis la Syrie ou l'Irak, puis traversé le Yémen pour se rendre dans la région semi-autonome du Puntland, en Somalie, dans le nord-est du pays, n'ont pas de sens d'un point de vue logistique. Mumin ayant toujours été en Somalie auparavant, il n'aurait eu aucune raison de voyager puisqu'il s'y trouvait déjà. En outre, d'un point de vue idéologique, le calife doit être issu de la lignée tribale Quraysh du prophète Mahomet, c'est-à-dire quelqu'un d'essentiellement arabe, et non pas quelqu'un de Somalie sans aucun lien avec cette lignée. Bien sûr, certaines traditions somaliennes affirmant qu'Abd al Rahman bin Ismail al Jabarti, le prétendu ancêtre commun du clan somalien Darod (auquel Mumin appartient) du 10e ou 11e siècle, descendait d'Aqil ibn Abi Talib, membre du clan Banu Hashim au sein de Quraysh et cousin de Mahomet. Mais ces histoires ne sont probablement que des traditions et des mythes. Elles sont également peu probables dans le contexte des questions soulevées au sujet du deuxième calife de l'État islamique, Abu Ibrahim al Hashimi al Qurashi, dont on se demande s'il était arabe ou turkmène. Aymenn al Tamimi, spécialiste de l'État islamique et de ses documents internes, suggère qu'il était « Turkmène par la langue, pas nécessairement par la lignée raciale ». Quoi qu'il en soit, pourquoi l'État islamique s'attaquerait-il à un sujet aussi potentiellement controversé et saperait-il sa vision idéologique puriste du monde avec le cas de Mumin ? D'après ce que nous savons de l'État islamique, il est peu probable qu'il fasse dépendre quelque chose d'aussi important que la position de calife d'un élément qui ne peut être totalement prouvé, d'autant plus que cela saperait son propre projet en raison de la nature puritaine de la façon dont il gère son idéologie et sa vision du monde.

Néanmoins, je ne peux m'empêcher de me demander s'il n'y a pas eu une mauvaise interprétation des renseignements sur Mumin. Quoi qu'il en soit, d'après ce que l'on sait aujourd'hui de la structure organisationnelle de l'État islamique et de ses penchants idéologiques, il est plus probable que Mumin soit le chef de la Direction générale des provinces ou le numéro deux. D'un point de vue idéologique et organisationnel, cela est beaucoup plus logique que d'en faire le calife. Mumin est l'un des rares dirigeants mondiaux du réseau de l'État islamique à n'avoir pas été tué au cours des dix dernières années. Il ne serait donc pas surprenant qu'il ait la confiance des plus hauts échelons de la structure de pouvoir de l'État islamique aujourd'hui.

Ce changement de structure de direction qui a placé Mumin à ce poste pourrait avoir été facilité par Isse Mohamoud Yusuf, un facilitateur d'armes et de logistique pour la province somalienne de l'État islamique.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 8

Le département du Trésor américain affirme qu'il a contribué à faciliter, au début de l'année 2022, le voyage de militants sur son dhow (boute – voilier traditionnel utilisé dans la mer Rouge et l'océan Indien) depuis le Moyen-Orient jusqu'en Somalie pour assister à des réunions sur la restructuration de la direction, des tactiques et des stratégies somaliennes du groupe.

Tout cela est crucial d'un point de vue politique. Ne pas comprendre le fonctionnement de la structure de direction de l'État islamique ou l'éligibilité au poste de calife (dix ans après que le groupe a annoncé son califat !) conduira à des évaluations analytiques incorrectes et compromettra ainsi toute mission de lutte contre le groupe. Ce ne serait pas non plus la première fois qu'une mauvaise interprétation du leadership de l'État islamique conduirait à de mauvaises décisions politiques. Après que le groupe s'est annoncé comme l'État islamique d'Irak en octobre 2006, le nouveau chef du groupe était Abou Omar al Baghdadi. L'armée américaine a proclamé en juillet 2007 qu'il était fictif, qu'il n'existait pas réellement et que les messages audios diffusés par l'État islamique d'Irak sous son nom étaient le fait d'un acteur irakien. Cependant, il était bien réel, mais cette évaluation a conduit de nombreuses personnes au sein et en dehors du gouvernement à penser que la menace de l'État islamique d'Irak s'était dissipée. Il ne fait aucun doute que l'État islamique d'Irak était en position de faiblesse, mais comme l'ont fait valoir Haroro Ingram, Craig Whiteside et Charlie Winter, le leadership d'Abu Omar au moment le plus difficile a aidé le groupe à survivre et à reconstruire son organisation en vue de sa réémergence future. Il y est parvenu en rendant le groupe plus résistant localement en Irak, avant d'être tué en 2010 et remplacé par Abou Bakr al Baghdadi, plus connu. Rétrospectivement, l'incompréhension du rôle important d'Abou Omar dans le lien entre l'État islamique d'Irak, depuis sa période passée sous la direction d'Abou Mousab al Zarqawi jusqu'à son histoire plus connue depuis 2013, est un échec des décideurs politiques et des chercheurs à comprendre l'État islamique d'Irak et ses dirigeants.

Par conséquent, si Mumin a effectivement été tué, sa mort serait significative au sein de la structure organisationnelle de l'État islamique, même s'il n'était pas le calife, puisqu'il aurait été un gestionnaire clé entre les différentes provinces mondiales de l'État islamique. L'importance de ce décès irait encore plus loin puisqu'il mettrait en évidence la façon dont l'État islamique s'est départi de ses rôles de direction, principalement au profit d'Irakiens et, dans une moindre mesure, de Syriens (à l'exception, par exemple, des anciens hauts commandants militaires que sont le Géorgien Abou Omar al Shishani et le Tadjik Gulmurod Khalimov), montrant ainsi une plus grande intégration, au sein de la structure de direction de l'État islamique, de personnes n'appartenant pas à son territoire central d'origine, à savoir l'Irak et la Syrie. Il ne serait pas non plus surprenant que Mumin joue un tel rôle au sein de l'État islamique. Ces dernières années, Maktab al-Karrar, qui se trouve au-dessus de la Wilayat al-Sumal, est devenu l'un des bureaux les plus importants de tout le système. Selon les Nations Unies, il s'agit en effet d'un nœud essentiel des réseaux financiers de l'État islamique. Il aide à gérer tout excédent de recettes provenant de la zone que Wilayat al-Sumal contrôle autour de la chaîne de montagnes Cal Miskaad en transférant des centaines de milliers de dollars (si ce n'est plus) vers des nœuds de l'État islamique en Afrique du Sud. L'argent est ensuite envoyé au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie, puis réaffecté à d'autres provinces de Maktab al-Karrar (Wilayat Wasat Ifriqiya en République démocratique du Congo et Wilayat Mozambique) et distribué à d'autres bureaux comme al-Sadiq, Umm al-Qura et al-Faruq, qui fournissent ensuite des fonds à leurs provinces en Afghanistan, au Yémen et en Turquie.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 9

Cette tendance n'est pas nouvelle non plus. Par exemple, une lettre administrative interne de l'État islamique ayant fait l'objet d'une fuite, adressée par Mumin à l'émir de l'Administration des provinces lointaines de l'État islamique en novembre 2018, aborde la question de l'envoi de fonds aux membres du groupe en Turquie et au Yémen. En outre, selon le gouvernement américain, Bilal al Sudani, qui était responsable du réseau de financement mondial Maktab al-Karrar jusqu'à sa mort en janvier 2023, a aidé à financer l'attaque de l'État islamique qui a tué 13 membres des services américains à Abbey Gate, à l'aéroport international de Kaboul, en août 2021, pendant le retrait des États-Unis d'Afghanistan. Lorsque nous réfléchissons au contexte actuel de la menace liée à la province du Khurasan de l'État islamique et aux opérations extérieures en dehors du théâtre afghano-pakistanaï, il convient de se demander si la Wilayat Khurasan est la seule à être impliquée dans ces opérations extérieures. Il convient de se demander s'il n'est pas plus judicieux de parler davantage d'un réseau pan-provincial d'opérations extérieures planifié par l'intermédiaire des bureaux de la Direction générale des provinces, qui peut mieux aider à coordonner les différents attentats et complots entre les différentes provinces.

Les opérations extérieures de l'État islamique sont pan-provinciales. Compte tenu de la campagne d'opérations extérieures de l'État islamique dans la province du Khurasan et des attaques réussies qui lui ont été attribuées par les gouvernements attaqués en Iran, en Turquie et en Russie cette année, ce groupe a fait l'objet d'une attention particulière, ce qui n'est pas surprenant. Toutefois, à certains égards, le fait de se concentrer uniquement sur ce groupe obscurcit plutôt qu'il n'affine notre compréhension du réseau d'opérations extérieures de l'État islamique aujourd'hui. Lorsque l'État islamique était à son apogée, la plupart de ses opérations extérieures entre 2014 et 2019 avaient un lien avec la Syrie (qu'elles soient dirigées, guidées ou inspirées), à quelques exceptions près liées à l'État islamique en Libye en 2015 et 2016.

Toutefois, contrairement à la plupart des opérations extérieures djihadistes menées par le passé, où l'existence d'un sanctuaire a été cruciale, l'Émirat islamique des talibans a en fait dégradé une grande partie des capacités locales de la province du Khurasan de l'État islamique en Afghanistan, ce qui constitue un paradoxe. Une grande partie des complots liés aux opérations extérieures de la province de l'État islamique de Khurasan est davantage liée au recrutement et à l'inspiration en ligne, ainsi qu'aux conseils fournis par le biais d'applications cryptées, qu'au fait qu'un individu se rende à l'étranger pour acquérir une expérience en matière de combat et d'entraînement, avant de rentrer chez lui pour fomenter un complot. Si ce modèle n'est pas nouveau, c'est la première fois que nous le voyons réussir alors qu'un groupe ne contrôle pas de territoire et que ses capacités locales diminuent. Il est donc plus probable que les opérations extérieures de l'État islamique soient aujourd'hui menées par sa Direction générale des provinces, qui coordonne ses bureaux et ses provinces afin de rendre sa campagne d'opérations extérieures plus résistante que si une seule province planifiait et contrôlait tout.

Il est également important de rappeler que l'État islamique n'a revendiqué aucun des attentats perpétrés en Iran, en Turquie ou en Russie comme étant le fait de la Wilayat Khurasan. Les attaques en Iran et en Russie ont été revendiquées par les médias centraux de l'État islamique sous les noms d'« Iran » et de « Russie », et non sous celui d'une province, tandis que l'attaque en Turquie a été revendiquée par la Wilayat Turkiya de l'État islamique.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 10

Cette distinction est importante car l'État islamique a toujours été méticuleux dans la manière dont il diffuse des informations sur ses attentats et son idéologie en général. Il n'y a rien d'aléatoire là-dedans. Cela suggère que quelque chose d'autre est en jeu, d'autant plus que par le passé, par exemple, une précédente attaque de l'État islamique en Iran en septembre 2018 a en fait été revendiquée par la province du Khurasan de l'État islamique. Cela indique que la manière dont l'État islamique revendique les attaques a une signification d'un point de vue organisationnel.

En outre, la revendication de la Wilayat Turkiya n'a pas permis d'établir que la province du Khurasan de l'État islamique n'était pas la seule responsable même si les gouvernements iranien, turc et russe l'ont directement pointée du doigt. Il ne fait aucun doute qu'elle a joué un certain rôle, principalement en recrutant des individus en ligne via des réseaux de combattants étrangers résiduels d'Asie centrale issus de la mobilisation syrienne et restés en Turquie. Il a également profité des désillusions des communautés de migrants d'Asie centrale à l'étranger, notamment en Iran, en Turquie, en Russie et en Allemagne.

L'attentat contre le Crocus City Hall à Moscou en mars 2024 et un complot démantelé par l'Allemagne à Cologne en juin 2024, qui visait à prendre pour cible le championnat européen de football en cours, sont des exemples notables de ces réseaux mondiaux imbriqués les uns dans les autres. Dans les deux cas, le ou les individus impliqués se sont rendus en Turquie avant de commettre l'attentat en Russie et de démanteler le complot en Allemagne. Il est donc possible que, dans les deux cas, des agents de l'État islamique se trouvent en Turquie pour apporter leur aide ou donner les dernières instructions en vue de la préparation d'un attentat de dernière minute. S'il est plausible qu'il s'agisse d'une coïncidence, la Turquie est devenue un épice centre du complot de l'État islamique, le pays ayant enregistré le plus grand nombre d'arrestations liées à l'État islamique dans le monde au cours de l'année écoulée. Les réseaux de la Wilayat Turkiya continuent également d'être pris pour cible, notamment à trois reprises jusqu'à présent en 2024, dans le cadre de systèmes de financement et de contrebande mis en place par le département du Trésor des États-Unis. Si l'on abandonne l'optique du système provincial traditionnel de l'État islamique au profit de celle de son réseau de bureaux de la Direction générale des provinces, la situation devient un peu plus cristalline : L'Allemagne, la Russie et la Turquie relèvent toutes du Maktab al-Faruq au sein de la Direction générale des provinces.

En outre, bien que cela n'ait aucun lien avec les attaques réussies de l'État islamique à l'étranger cette année, le gouvernement iranien affirme que le principal individu impliqué dans l'attaque de la mi-août 2023 à Chiraz, un ressortissant tadjik nommé Rahmatollah Nowruzof, s'était précédemment entraîné avec l'État islamique en Turquie (ainsi qu'avec la province du Khurasan de l'État islamique en Afghanistan), ce qui montre une fois de plus que la Turquie est un nœud clé au sein du réseau mondial de l'État islamique. Elle met également en évidence les chevauchements entre les zones régionales, ce qui pourrait nous montrer que ces réseaux d'opérations extérieures pourraient s'étendre à l'ensemble des provinces et nous inciter à penser qu'ils sont coordonnés au niveau de la Direction générale des provinces. Si l'on ajoute à cela ce qui a déjà été décrit au sujet des réseaux financiers qui transcendent les provinces et contribuent au financement des opérations à l'étranger parallèlement aux activités locales, on constate que les dirigeants de l'État islamique sont manifestement beaucoup plus intégrés et coordonnés à différents niveaux que ce que l'on croit généralement.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 11

Même au sein des réseaux de soutien à l'État islamique, il y a des recoupements entre ceux qui sont connectés ou en contact avec différentes parties du réseau mondial de l'État islamique. Par exemple, à la mi-décembre 2023, l'Espagne a arrêté 11 personnes impliquées dans un réseau international de soutien à l'État islamique, qui avait débuté en 2021. Selon le ministère espagnol de l'Intérieur, deux des meneurs ont été découverts comme faisant partie d'un réseau plus vaste de partisans de l'État islamique ayant des liens avec des branches en Afghanistan (Maktab al-Sadiq), au Sahel (Maktab al-Furqan), au Levant (Maktab Ard al-Mubarakah) et en Europe (Maktab al-Faruq), dont les membres collectaient des fonds par l'intermédiaire d'entreprises criminelles en Europe pour financer des attaques terroristes et mobiliser de nouveaux adeptes. Ce réseau transférait l'argent par le biais de crypto-monnaies et d'envois internationaux aux différentes branches de l'État islamique dans le monde.

En outre, il convient de rappeler que de nombreux réseaux financiers de l'État islamique en Turquie soutiennent ses activités en Syrie. Cela montre que même si l'État islamique en Syrie n'est pas considéré avec autant de force qu'auparavant, il reste très lié à son réseau mondial par l'intermédiaire de Maktab Arb al-Mubarakah au sein de la Direction générale des provinces. Par exemple, en avril 2024, les Forces démocratiques syriennes ont arrêté les acteurs financiers de l'État islamique Ahmad Fuwaz al Rahman et Muhammad Amin Khalil al Ubayd. Ils avaient reçu de l'argent de l'État islamique en Turquie (et au Liban) par l'intermédiaire de la société de transfert de fonds Rohin pour l'utiliser dans des opérations locales par l'intermédiaire de Katibat al-Zubayr bin al-Awam, une division secrète de l'État islamique basée à Hasaka, en Syrie. (Dans le présent article, je n'ai pas abordé la question de la centralisation des opérations médiatiques de l'État islamique dans toutes les provinces depuis qu'il s'est étendu au-delà de l'Irak et de la Syrie, car les chercheurs s'accordent sur ce point).

Au-delà de ce qui semble être un réseau conjoint de planification des opérations extérieures qui s'étend aux provinces du Khurasan, de la Somalie et de la Turquie, d'autres complots qui ont été démantelés ont montré des liens directs avec d'autres provinces de l'État islamique. Cela démontre une fois de plus que les opérations extérieures de l'État islamique ne sont pas statiques en termes d'origine, mais qu'il s'agit plutôt d'un assaut coordonné par le biais de sa Direction générale des provinces. Trois complots (deux en Allemagne et un au Koweït) ont été démantelés et sont liés à des agents de l'État islamique envoyés d'Irak pour mener des attaques. Dans l'un des complots en Allemagne, l'individu a reçu 2 500 dollars directement de l'État islamique en Irak. De même, au cours des quatre derniers mois, nous avons vu des complots liés à l'État islamique en Israël, en France, en Suède et en Inde qui sont directement liés à des agents de l'État islamique en Syrie, en Somalie et au Pakistan. Comme ces cas ne se sont produits que récemment, il ne serait pas surprenant que d'autres complots ou attentats commencent à émaner d'autres provinces de l'État islamique au cours de l'année à venir, à mesure que la Direction générale des provinces coordonne ces divers plans.

Pour les décideurs, se concentrer uniquement sur la province du Khurasan de l'État islamique en tant que principal acteur des opérations extérieures de l'État islamique aujourd'hui, c'est passer à côté d'un tableau plus large. C'est pourquoi élargir la focale pour comprendre la Direction générale des provinces et la coordination au sein du réseau provincial de l'État islamique permet de mieux comprendre sa structure organisationnelle actuelle.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 12

À certains égards, l'État islamique est beaucoup plus intégré aujourd'hui qu'il ne l'était il y a cinq ans, après avoir perdu son contrôle territorial en Irak et en Syrie. Néanmoins, d'un point de vue politique, il est essentiel de réaliser l'importance de l'accent mis par l'État islamique sur la gouvernance, la mobilisation des combattants étrangers et les opérations extérieures, et que cela ne s'est pas dissipé. Les deux premiers aspects sont principalement présents à différents niveaux au Mali, au Nigéria, en Somalie et au Mozambique aujourd'hui. On n'y accorde pas beaucoup d'attention, probablement parce qu'elles sont considérées comme périphériques par rapport aux intérêts américains et qu'elles ne constituent pas une menace immédiate pour le pays. De plus, dans le cas du Mali, tout effort pour agir aujourd'hui est émoussé et compliqué par la domination actuelle de la Russie sur l'espace antiterroriste au Sahel. L'accent mis sur les opérations extérieures s'est véritablement transformé, passant d'une planification principalement à partir de la Syrie à un modèle plus résilient où la planification et la coordination sont réparties dans l'ensemble du réseau organisationnel mondial de l'État islamique.

Comprendre cela montre les défis à venir pour les décideurs politiques et ceux qui opèrent dans les pays du monde entier qui tentent encore de diminuer et/ou de vaincre l'État islamique. L'État islamique d'aujourd'hui est différent de l'État islamique du passé et il a été capable de s'adapter jusqu'à présent à la pression exercée sur lui en contrôlant des territoires dans quatre pays africains, en renouvelant sa capacité à mener des opérations extérieures et en s'intéressant davantage, bien que de façon encore limitée, aux nouvelles mobilisations de combattants étrangers. Cela montre que l'utilisation du même manuel de jeu contre l'État islamique en Irak et en Syrie pourrait ne pas fonctionner ailleurs, d'autant plus que les États-Unis ont d'autres priorités politiques et qu'ils n'ont pas nécessairement la même capacité d'action dans certaines parties du monde, en raison de défis contradictoires dans des espaces particuliers, comme le contrôle par la Russie du théâtre de la lutte contre le terrorisme dans la région du Sahel. Ignorer cette nouvelle réalité ne peut que conduire à ce que l'État islamique redevienne une priorité pour l'agenda politique. Cela détournerait alors le temps et les ressources d'autres questions politiques qui, dans une perspective à long terme, sont probablement plus importantes pour la sécurité des États-Unis. Il est donc plus important que jamais de bien comprendre la réalité de l'État islamique aujourd'hui et il est préférable d'y consacrer davantage de ressources maintenant plutôt que d'en consacrer davantage plus tard, lors d'une éventuelle crise future.

lerubicon.org

L'énergie russe après trois ans de guerre

Alors que le pétrole et le gaz constituent l'épine dorsale de l'économie russe, l'Europe pensait, via ses sanctions, porter un coup important à Moscou du fait de sa position de principal client énergétique de la Russie. Néanmoins, trois ans après le début de la guerre, force est de constater que les sanctions occidentales ne sont pas si efficaces et que l'Europe continue de jouer un rôle central dans le secteur énergétique russe.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 13

En 2021, les hydrocarbures représentaient jusqu'à 45 % du budget russe et plus de 60 % des exportations du pays. Faisant partie des trois principaux producteurs de pétrole au monde, avec l'Arabie saoudite et les États-Unis, la Russie a produit 10,5 millions de barils de brut par jour (bpj), soit 14 % de l'offre mondiale. Elle a exporté 45 % de cette production, soit 4,7 millions de barils par jour (mbpj), dont 2,4 mbpj vers l'Europe (principalement par l'oléoduc Droujba) et 1,6 mbpj vers la Chine (principalement par l'oléoduc ESPO) (1)(2). En outre, 10 millions de tonnes par an de pétrole russe ont été exportées vers la Chine via le Kazakhstan par l'oléoduc Atasu-Alashankou (3). Les exportations de pétrole vers l'Inde sont restées pratiquement nulles.

Sanctions : quels effets sur les exportations de pétrole russe ?

Un an après l'entrée en vigueur, en décembre 2022, des sanctions occidentales sur le pétrole russe transporté par voie maritime, 70 % des exportations de pétrole russe étaient destinées à la Chine et à l'Inde, et seulement 20 % allaient directement vers l'Europe (via l'oléoduc Droujba) (4)(5). Si le Conseil européen affirme que les sanctions pétrolières ont effectivement interdit 90 % des exportations de pétrole russe vers l'UE (par voie maritime), il faut toutefois remarquer que, étant donné que la place de la Russie dans le bouquet énergétique de la Chine et de l'Inde n'a changé que de façon marginale, nous pouvons en conclure que la plupart de ces exportations vers l'Asie ont en fait été réorientées vers l'Europe (6).

En effet, la réorientation des exportations de pétrole vers l'Europe via l'Asie est un moyen d'éviter l'embargo sur le pétrole décrété par les pays de l'UE et se pratique de plusieurs manières : le pétrole peut être mélangé à un pétrole local et revendu sur le marché européen, versé en haute mer dans un pétrolier battant pavillon non russe ou revendu par le biais d'intermédiaires (négociants). Après que les propriétaires de pétroliers et les assureurs européens ont été soumis à des sanctions pour avoir travaillé avec des clients russes, les exportateurs de pétrole russes ont acheté leur propre flotte de pétroliers à partir de navires déclassés, trop vieux pour être utilisés par des sociétés occidentales, et les assureurs européens ont été remplacés par des assureurs chinois ou russes pour les couvrir (7). Lorsque les grandes sociétés de négoce ont considéré que les échanges de pétrole russe étaient trop toxiques en 2022, une nouvelle série de sociétés de négoce spécialisées dans le pétrole russe et soupçonnées d'appartenir à ces mêmes sociétés a vu le jour (8). Comme les transactions se sont déplacées vers une flotte et une zone de commerce fantômes, on ne sait toujours pas à quel prix moyen le pétrole russe a été vendu aux clients asiatiques. Alors que les marchés vendent l'Oural russe au rabais et que la logique voudrait que ni la Chine ni l'Inde n'achètent du pétrole russe à un prix supérieur au plafond imposé par les sanctions, il n'y a aucun moyen de le vérifier.

Gaz naturel : sanctions ou pas sanctions ?

La situation est différente pour le gaz naturel. Premier détenteur mondial de réserves de gaz et premier exportateur de gaz naturel avant la guerre (210 milliards de mètres cubes par an pour les seules exportations par gazoduc en 2021), la Russie a vu ses exportations par gazoduc vers l'Europe chuter de 180 milliards de mètres cubes par an en 2019 à 28,3 milliards de mètres cubes par an en 2023, alors que la part russe des importations de gaz naturel de l'UE est passée de 45 % à 15 % entre 2021 et 2023.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 14

Les exportations russes de gaz par gazoduc n'ont jamais été sanctionnées, et leur effondrement presque immédiat en 2022 a résulté de la décision unilatérale de la Russie de réduire les exportations vers l'Allemagne au printemps 2022, en invoquant des difficultés techniques et des problèmes de maintenance, suivis d'explosions des gazoducs Nord Stream. Cette décision est la même que celle prise par la Russie à maintes reprises auparavant : utiliser l'énergie comme levier pour exercer une pression politique sur l'Europe. Cette fois-ci, Moscou a cherché à faire pression sur l'Allemagne afin qu'elle lance le gazoduc Nord Stream 2 malgré la guerre, pour qu'elle ne soutienne pas politiquement et militairement l'Ukraine et qu'elle annule les sanctions européennes. Pour faire passer un message visuel, début septembre 2022, Gazprom a publié une vidéo montrant des capitales européennes couvertes de neige et de glace, tandis qu'une chanson aigüe racontait la vision de Moscou selon laquelle l'Europe allait geler solidement cet hiver-là sans le gaz russe.

Au lieu de cela, l'hiver s'est avéré être le plus chaud jamais enregistré, avec de la neige difficile à trouver non seulement dans les capitales européennes mais aussi dans les Alpes. La part du gaz russe dans la demande européenne de gaz naturel est passée de 40 % au début de 2022 à 10 % à la fin de l'année. Pourtant, la Russie a tiré 93 milliards d'euros de ses ventes à l'UE, soit un quart de la facture totale de gaz européen (9), alors même que Gazprom a vu ses bénéfices réduits de 80 %. À partir de 2024, la Russie exportera moins de 30 milliards de mètres cubes par an par gazoduc vers l'Europe, principalement vers les pays d'Europe centrale qui continuent d'importer la majeure partie de leur gaz naturel de Russie. Les acheteurs européens qui avaient la possibilité de remplacer le gaz russe par du GNL ont diversifié leurs approvisionnements en se fournissant aux États-Unis, au Qatar et en Norvège. Toutefois, l'absence de sanctions a permis à la Russie d'augmenter de moitié ses propres exportations de GNL vers l'Europe en 2023 et de dépasser les États-Unis en tant que principal exportateur de GNL vers l'Europe au premier semestre 2024 (10).

La croissance des exportations russes de GNL n'est pas une évolution conjoncturelle en réaction à la perte du marché européen, mais le résultat d'une stratégie à long terme que la Russie a fixée dans sa doctrine et politique énergétiques il y a des années, visant à devenir un leader mondial des exportations de GNL. C'est aussi le résultat de trois projets d'exploration et de production de GNL, Yamal LNG et Arctic LNG, qui se poursuivent depuis 2014, bien que le développement d'Arctic LNG 2 ait été retardé en raison des nouvelles sanctions occidentales restreignant la vente et la production de méthanières pour la Russie (11).

Les sanctions occidentales contre le gaz russe restent peu nombreuses et peu efficaces. Les exportations de gaz par gazoduc vers l'Europe, contrôlées par Gazprom, restent à l'abri de ces sanctions, et c'est une combinaison des forces du marché et de sa propre imprudence qui a poussé la Russie en dehors du marché de l'UE. Le dernier train de sanctions a touché la sphère du GNL, quoique timidement, en interdisant le transbordement de GNL russe dans les ports européens (12). Mais compte tenu de son expérience à contourner les sanctions pétrolières avec une flotte fantôme de pétroliers, il n'est pas surprenant que l'industrie russe du GNL ait déjà commencé à mettre en place une nouvelle « flotte fantôme », cette fois-ci pour les méthanières (13). Les véritables sanctions, à savoir le refus total des importations de pétrole et de gaz russes, restent hors de portée de l'UE, qui dépend des importations d'énergie russe, même si c'est dans une moindre mesure qu'avant la guerre.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 15

Les limites des exportations de gaz naturel russe vers l'Asie

Face aux sanctions pétrolières, la Russie a réorienté dès 2022 ses exportations de pétrole de l'Europe vers l'Asie. Mais l'Asie n'a pas pu remplacer l'Europe comme première destination du gaz naturel russe, principalement en raison des restrictions imposées par l'infrastructure. Les exportations russes de gaz par gazoduc sont limitées par le gazoduc Power of Siberia, dont la capacité d'exportation maximale est de 38 milliards de mètres cubes par an (aujourd'hui sous-utilisée), et les tentatives russes pour convaincre la Chine de construire un deuxième gazoduc, qui permettrait d'exporter le gaz naturel de la péninsule de Yamal, sont restées vaines jusqu'à présent. L'augmentation de la capacité utilisée par Power of Siberia a permis d'accroître les importations chinoises de gazoducs en provenance de Russie de 43 % en 2023 par rapport à l'année précédente, tandis que les importations de GNL ont augmenté de 46 % au cours de la même période, plaçant la Russie au troisième rang derrière le Turkménistan et l'Australie en termes de volumes d'importations totales de gaz naturel vers la Chine : 10 % par gazoducs et 6 % par GNL (14).

L'importance des revenus du gaz naturel pour le budget russe

Les exportations de gaz naturel ont joué un rôle beaucoup moins important dans le budget russe que les exportations de pétrole. Ainsi, sur les 45 % du budget russe provenant des ventes de pétrole et de gaz naturel, le pétrole et les produits raffinés représentent 85 % du total, tandis que les exportations de gaz naturel représentent environ 15 %. En outre, l'impact des bénéfices tirés du GNL sur le budget russe est sans commune mesure avec les bénéfices tirés du gaz naturel exporté vers l'Europe par gazoduc, car les trois principaux projets GNL en Russie (Yamal LNG, Arctic LNG et Arctic LNG 2) sont contrôlés par la société privée russe Novatek, par trois sociétés chinoises (CNPC, CNOOC et Silk Road Fund), par un partenariat entre les entreprises japonaises Mitsui et Jogme, ainsi que par la société française Total. Ces investisseurs recevraient à leur tour les bénéfices de l'exportation, alors que les taxes sur ces projets sont limitées pour plusieurs années à venir (15).

Sanctions : quel impact sur l'économie russe ?

L'effet immédiat des sanctions sur l'économie russe en 2023 a été résumé par le ministère russe des Finances, qui a indiqué en mai de cette année-là que les recettes pétrolières et gazières du budget du premier trimestre avaient chuté de 52 % par rapport à la période 2022 (16). Dans le même temps, les dépenses du budget militaire ont augmenté de près de 60 % en 2023 par rapport à 2022, ce qui a entraîné un déficit public de 25 milliards de dollars au début du mois de février 2023 (17). Le rouble s'est redressé avec une dépréciation en août 2023. En raison de la réorientation des exportations de pétrole vers la Chine et l'Inde, le déficit commercial avec ces pays s'est creusé, tandis que la conversion des paiements en monnaie locale en dollars reste un défi en raison des sanctions financières imposées à la Russie (18).

Trois ans après le début de la guerre, la Russie présente un tableau économique contrasté. Les indicateurs macroéconomiques démontrent la résistance de l'économie russe aux sanctions pétrolières de l'UE, qui ont réorienté ses exportations de pétrole vers l'Asie, ce qui a permis à la Russie d'éviter une réduction de la production de pétrole et d'assurer un flux continu de recettes vers le budget pour continuer à financer la guerre.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 16

La Banque centrale a déprécié le rouble pour soutenir les industries orientées vers l'exportation et a eu recours à la substitution des importations, en passant des importations occidentales aux importations chinoises, pour concentrer la production russe sur la sphère militaire. Grâce aux dépenses militaires de l'État, le PIB russe a augmenté de 2,6 % en 2023 (FMI), tandis que la population ressentait une augmentation de son pouvoir d'achat grâce aux salaires historiquement élevés de l'industrie de défense, compensés à leur tour par des salaires plus élevés dans le secteur civil afin de retenir les travailleurs dans un marché en manque de main-d'œuvre.

La part des revenus pétroliers et gaziers dans le PIB russe est passée de près de la moitié en 2021 à un tiers en 2023, selon le ministère des Finances. Cela explique en partie pourquoi la baisse de 20 % des recettes pétrolières et gazières dans le budget russe de 2023 en glissement annuel a été compensée par 19 % des recettes non pétrolières et gazières (19), qui est une autre expression pour « industrie militaire ». Les économistes estiment que l'économie russe est en surchauffe, ce qui n'est pas viable à long terme, car les produits militaires ne sont pas exportés pour rapporter des bénéfices, mais sont dépensés en temps de guerre, ce qui entraîne une perte économique nette. Le pouvoir d'achat exceptionnel de la population a également ses limites, car il repose sur le financement de l'État russe plutôt que sur la croissance de la productivité et des exportations (20). L'inflation de 8 % reste deux fois supérieure aux prévisions de la Banque centrale et l'investissement direct étranger est négatif depuis 2022 (21).

Quelle que soit la manière dont nous évaluons la santé de l'économie russe, l'une des principales raisons de sa bonne santé est la faiblesse inhérente aux sanctions européennes : la poursuite des importations de gaz naturel et de pétrole russes. Même diminuées, elles révèlent le rôle central de l'Europe dans la capacité de la Russie à mener la guerre contre l'Ukraine, et sapent toutes les sanctions que l'Europe pourrait imposer.

Notes

- (1) Anastasia Dmitrieva, Rosemary Griffin, « Russia targets Asia with expanded ESPO pipeline, competes with Saudi Arabia », S&P Global, « Commodity Insights », 27 novembre 2019 (<https://digital.arenion24.news/dd7>).
- (2) Agence internationale de l'énergie (IEA), « Energy Fact Sheet : Why does Russian oil and gas matter ? », 21 mars 2022 (<https://digital.arenion24.news/vvr>).
- (3) Carol Zu, « Russia crude oil pipeline capabilities to mainland China—The ESPO crude oil pipeline », S&P Global, « Commodity Insights », 1er avril 2022 (<https://digital.arenion24.news/ubc>).
- (4) Philippe Charlez, Hugo Duterne, « Un an de sanctions sur le pétrole russe : quelle efficacité ? », Institut Sapiens, février 2023 (<https://digital.arenion24.news/zzw>).
- (5) Département de l'Énergie des États-Unis (EIA), « Country Brief : China », 24 novembre 2023, et « Country Brief : Russie », 29 avril 2024.
- (6) Anastasiya Shapochkina, Velina Tchakarova, « Russian-Chinese alliance in the energy sector, and how it has evolved since the invasion of Ukraine », Eastern Circles, juin 2023 (<https://easterncircles.com/china-russia-energy>).
- (7) Chaîne YouTube Khodorkovsky LIVE, avec Mikhail Krutikhin, « Си Цзиньпин разочаровался в Путине » [« Poutine a déçu Xi Jinping »], 23 mars 2023 (<https://digital.arenion24.news/vt1>).
- (8) Bloomberg News, « New Kings of Russian Oil Were These Six Traders in December », 21 mars 2023 (<https://digital.arenion24.news/psr>).
- (9) Peter Zeniewski, Gergely Molnar, Paul Hugues, « Europe's energy crisis : What factors drove the record fall in natural gas demand in 2022 ? », IEA, 14 mars 2023 (<https://digital.arenion24.news/9ol>).



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 17

- (10) Arthur Sullivan, « War in Ukraine : Why is the EU still buying Russian gas ? », Deutsche Welle, 29 avril 2024 (<https://digital.areiion24.news/ar4>).
- (11) Ignacio Urbasos Arbeloa, « Western sanctions on icebreakers stall Russia's Arctic LNG expansion », Institut royal Elcano, 27 juin 2024 (<https://digital.areiion24.news/d7s>).
- (12) Josep Borrell, « Closing the tap on Russian gas re-exports », Service européen pour l'action extérieure, 26 juin 2024 (<https://digital.areiion24.news/4h2>).
- (13) Shotaro Tani, Oliver Telling, « Mysterious Russia-linked buyers amass LNG "dark fleet" », The Financial Times, 22 juillet 2024 (<https://digital.areiion24.news/77k>).
- (14) EIA, « China : Analysis : Overview », novembre 2023 (<https://digital.areiion24.news/pg9>).
- (15) Anastasiya Shapochkina, Velina Tchakarova, *op. cit.*
- (16) Vedomosti, « Госдума приняла закон о введении миграционного режима высылки из России » [« La Douma d'État a adopté une loi sur l'introduction d'un régime migratoire d'expulsion de la Russie »], 17 mai 2023 (<https://digital.areiion24.news/vq8>).
- (17) Bloomberg News, « Russia's Deficit Hits \$25 Billion as Energy Income Slumps », 6 février 2023 (<https://digital.areiion24.news/v01>).
- (18) Chaîne YouTube Yulia Latynina, avec Mikhail Krutikhin, « Черная нефтяная дыра. Спад добычи, рост непрозрачности » [« Le trou noir du pétrole. Baisse de la production, opacité croissante »], 30 août 2023 (<https://digital.areiion24.news/962>).
- (19) Données du ministère des Finances interprétées par Vitaly Yermakov, « Follow the Money : Understanding Russia's oil and gas revenues », The Oxford Institute for Energy Studies, mars 2024 (<https://digital.areiion24.news/sln>).
- (20) Aleksei Kiselev, « What Will Be the Cost of Russia's Overheating Economy ? », The Carnegie Endowment for International Peace, 1er juillet 2024 (<https://digital.areiion24.news/9i5>).
- (21) Rachel Lyngaas, « Sanctions and Russia's War : Limiting Putin's Capabilities », Département du Trésor des États-Unis, 14 décembre 2023 (<https://digital.areiion24.news/jjs>).

[areiion24.news](https://digital.areiion24.news)

MENACES EN OCCIDENT

Les menaces sécuritaires en Europe occidentale et aux États-Unis restent à un niveau élevé. Au terrorisme d'origine salafiste-jihadiste représenté par des adeptes de Daech et d'Al-Qaida viennent se superposer des menaces d'actions secrètes étatiques qui - selon les spécialistes - seraient commanditées par Moscou et Téhéran. La coopération des services de renseignement européens fonctionne à plein pour faire face à ces dangers.

Grande Bretagne

En faisant sa mise à jour annuelle concernant les menaces de sécurité auxquelles le Royaume-Uni est confronté, Sir Ken McCallum, le directeur du MI5 depuis 2020 (et agent de ce service depuis vingt ans) a déclaré que des agents du GRU avaient lancé « des attaques, des sabotages les plus dangereux avec une témérité croissante » en Grande-Bretagne depuis que le Royaume-Uni avait soutenu l'Ukraine, même avant le déclenchement de l'invasion 2022.

Il affirme : « nous sommes maintenant confrontés à des donneurs d'ordres de complots d'assassinats et de sabotages soutenus par un État [la Russie] dans le contexte d'une grande guerre terrestre européenne ».



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 18

En réponse, grâce à la coopération internationale, plus de 750 diplomates russes ont été expulsés d'Europe depuis 2022.

Cela a affecté la capacité d'action des services de renseignement russes d'autant que de nombreux visas diplomatiques ont en plus été refusés à ceux que la Grande-Bretagne et ses alliés considéraient comme des « espions ».

Mais les acteurs étatiques russes se alors sont tournés vers des sous-traitants tels que des agents de renseignement privés et des criminels pour faire « leur sale boulot ». Cela a affecté le professionnalisme des opérations menées et les a rendues plus faciles à les déjouer.

La Grande-Bretagne est en lutte ouverte contre l'espionnage soviétique puis russe depuis la Deuxième Guerre mondiale, Londres n'ayant jamais pardonné les grandes campagnes de recrutement d'espions au sein de la bonne société universitaire (voir l'« Affaire des cinq de Cambridge »). Même la chute de l'URSS n'a pas fait diminuer la pression chez les Anglo-saxons où la guerre secrète s'est poursuivie - particulièrement avec la traque menée par les services secrets russes contre les opposants au Kremlin réfugiés en Grande-Bretagne -.

Pour McCallum, au cours de la même période, le MI5 aurait eu également à faire face à vingt complots soutenus par l'Iran (l'inimitié entre Téhéran - même du temps du Shah - et Londres est également historique.).

Toutefois, il a reconnu que les menaces les plus importantes venaient toujours de l'extrémisme islamiste (sunnite) suivi par un terrorisme d'extrême droite.

En ce qui concerne l'Iran, il a déclaré que depuis la mort en détention de Mahsa Amini en détention en Iran 2022 pour avoir prétendument enfreint la loi sur le port « réglementaire » du voile « nous avons eu à faire face à complot après complot ici au Royaume-Uni, à un rythme et une échelle sans précédent ».

Il estime que les jeunes sont de plus en plus attirés par l'extrémisme en ligne, 13 % de ceux ayant fait l'objet d'une enquête dans le cadre de l'antiterrorisme ayant moins de 18 ans. Une forte proportion de la menace est constituée par « des individus solitaires endoctrinés en ligne ». Ce phénomène n'est évidemment pas particulier à la Grande-Bretagne mais se retrouve dans toute l'Europe.

Globalement, depuis 2017, 43 tentatives de « meurtres de masse » avec usage d'armes à feu et des explosifs ont été déjouées au Royaume-Uni.

L'antiterrorisme concernerait « 75 % de cas d'extrémisme islamiste et 25 % de terrorisme d'extrême droite ». Mais il y aurait un « éventail extraordinaires de croyances et d'idéologies » qui motivent les personnes tentées de passer à l'action.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 19

Parlant de la Chine, il a déclaré que le Parti communiste chinois (PCC) avait un programme pour voler des données et des informations et « nous avons vu 20.000 approches de personnes par la Chine » mais il s'agit là d'espionnage « classique » et majoritairement sans violence.

États-Unis

Le ministère américain de la Justice a arrêté un homme qui planifiait un attentat le jour des élections au nom du groupe État Islamique (Daech).

Le suspect, Nasir Ahmad Tawhedi, 27 ans, est un citoyen afghan résidant à Oklahoma City. Il est arrivé aux États-Unis en septembre 2021 avec un visa d'immigrant spécial avec sa femme et son jeune enfant.

Le directeur du FBI, Christopher Wray, a déclaré dans un communiqué : « ce prévenu, motivé par l'EI, aurait conspiré pour commettre une attaque violente le jour des élections, ici sur notre territoire ». Il a précisé qu'il tentait de stocker des armes à feu et avait pris des mesures pour liquider les biens de sa famille et la relocaliser à l'étranger.

Tawhedi aurait préparé son affaire avec un co-conspirateur anonyme qui serait un mineur membre de sa famille.

Les enquêteurs fédéraux ont découvert que Tawhedi avait cherché à se brancher sur des caméras de surveillance à Washington, en particulier sur les webcams montrant la Maison Blanche et le Washington Monument.

Il aurait également fait des recherches sur les États où les lois sur les armes à feu sont plus laxistes.

Le 7 octobre, lui et son co-conspirateur ont rencontré des agents du FBI agissant sous couverture afin de leur acheter des armes et des munitions. Ils ont été arrêtés au moment de la transaction.

Ce procédé légal aux États-Unis - mais considéré en Europe comme des « provocations » n'ayant pas de légalité juridique - a permis de mettre derrière les barreaux de nombreux aspirants au terrorisme.

Tawhedi a confirmé qu'il avait planifié une attaque le jour des élections qui ciblerait « de grands rassemblements de personnes » et qu'il prévoyait de mourir en la perpétrant. Le « martyr » reste l'objectif à atteindre pour les salafistes-jihadistes les plus convaincus.

France

Trois individus ont été interpellés le 7 octobre matin à Toulouse et à Fronton (Haute-Garonne) par des policiers de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), appuyés par le Raid. Une enquête avait été ouverte par le parquet national antiterroriste (Pnat) à la suite de renseignements fournis par le renseignement territorial.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 20

Le Pnat a précisé que les trois hommes, dont deux frères, sont âgés de 20 à 31 ans.

Ils sont accusés de « participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un ou plusieurs crimes d'atteintes aux personnes ».

Les investigations «débutent» et doivent notamment permettre de préciser «les contours» du «projet d'action violente», a encore indiqué le Pnat. Leur garde à vue peut durer jusqu'à 96 heures.

Tous ces faits divers ne sont que la surface émergée de l'iceberg. Le danger est là, bien présent, et tout peut se déclencher du jour au lendemain.

raids.fr

Le contre-espionnage allemand constate une hausse significative des actions « agressives » menées par la Russie

En juin, devant la commission d'enquête du Sénat sur les ingérences étrangères, le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, avait révélé que les entreprises de la Base industriel et technologique de défense [BITD] furent l'objet d'au moins 150 atteintes « physiques » entre 2021 et 2023. Et de noter que cette tendance s'était accentuée depuis le début de la guerre en Ukraine.

On « n'est pas sur une petite opération de cyberattaque, mais bel et bien sur une opération beaucoup plus structurée de gens qui – au gré d'une visite, au gré d'un cambriolage qui paraît quelconque – tentent une intrusion dans une industrie de défense et dont il nous est clairement apparu que ça n'avait rien de domestique, que c'était bel et bien commandité par un acteur étranger », avait-il expliqué. Mais il s'était gardé de préciser ce qu'il entendait par « acteur étranger »... Mais ces atteintes à la BITD ne sont sans doute qu'une partie des actions malveillantes commises à l'endroit de la France [et de ses intérêts]. La liste n'étant pas exhaustives, celles-ci peuvent prendre différentes formes, comme les attaques réputationnelles, la manipulation de certains groupes d'activistes [comme ce fut le cas durant la Guerre froide] ou les sabotages d'infrastructures critiques.

Si, en France, les auteurs de telles actions sont rarement désignés, ce n'est pas le cas en Allemagne, où les directeurs de trois services de renseignement ont nommément mis en cause la Russie, lors d'une audition au Bundestag [chambre basse du Parlement], le 14 octobre.

Ainsi, patron de l'Office fédéral pour la protection de la Constitution [BfV, Bundesamt für Verfassungsschutz], Thomas Haldenwang, a affirmé que les actes d'espionnage et de sabotage attribués aux services russes ont atteint des « niveaux sans précédent » en Allemagne.

Selon lui, l'une de ces tentatives de sabotage a été déjouée, en juillet, grâce à la chance, un colis ayant pris feu dans un centre logistique du groupe DHL, à Leipzig, alors qu'il était censé se trouver dans un avion pour être acheminé vers son destinataire. Deux personnes ont depuis été arrêtées en Pologne et en Lituanie pour avoir été mêlées à cette affaire. Cela étant, M. Haldenwang a également évoqué des campagnes de désinformation, le recrutement au sein du crime organisé et l'usage de drones espions parmi les actions attribuées aux Russes.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 21

Pour illustrer son propos, le directeur du BfV a filé la métaphore météorologique. « Il y a quelques années, face aux différents défis, la Russie était la tempête et la Chine le changement climatique. Mais la tempête est désormais devenu un ouragan militaire, qui se déplace avec puissance d'est en ouest ». Au passage, il a également noté une « montée de l'extrémisme islamiste », ce qui confirme, encore une fois, que les crises s'ajoutent aux crises.

Le constat du BfV est partagé par le Service de contre-espionnage militaire [Bundesamt für den Militärischen Abschirmdienst – BAMAD]. Sa directrice, Martina Rosenberg, a estimé que le nombre de tentatives d'espionnage des infrastructures « critiques » était « inquiétant ». Et d'ajouter : « L'accent est mis sur la Bundeswehr [forces fédérales allemandes, ndlr], qu'il s'agisse des livraisons d'armes allemandes à l'Ukraine, de projets d'armement ou de susciter un sentiment d'insécurité par des actes de sabotage ».

Cependant, le MAD n'a pas toujours la latitude qu'il souhaiterait pour déjouer de ces actions malveillantes. Il faudrait un « ajustement à la réalité de nos règles juridiques afin que nous puissions remplir notre mission de la meilleure façon possible », a fait valoir Mme Rosenberg. Ainsi, par exemple, le contre-espionnage militaire allemand n'est actuellement pas en mesure de protéger légalement la brigade de la Bundeswehr qu'il est prévu de déployer en Lituanie.

Le directeur du Service fédéral de renseignement extérieur [BND pour Bundesnachrichtendienst], Bruno Kahl, n'a pas dit autre chose, en dénonçant des « exigences croissantes en matière de contrôle bureaucratique » de la part des responsables politiques et des « restrictions » réglementaires, lesquelles « affaiblissent l'efficacité » alors que les actes d'espionnage et de sabotage se multiplient en Allemagne. « À mon avis, les services de renseignement allemands ont besoin de beaucoup plus de liberté opérationnelle », a-t-il dit.

Or, a affirmé M. Kahl, « nous sommes dans une confrontation directe avec la Russie ». Et cela d'autant plus que l'Allemagne est l'un des principaux pays européens à fournir une aide militaire à l'Ukraine et qu'elle est censée être un nœud logistique de premier ordre pour l'Otan en cas de guerre. Et cette perspective n'est pas un vue de l'esprit, selon lui.

Le Kremlin « ne se préoccupe pas seulement de l'Ukraine mais, en réalité, de la création d'un nouvel ordre mondial », a estimé le patron du BND. « La Russie a considérablement augmenté ses dépenses militaires et ses services secrets agissent de plus en plus avec toutes leurs capacités et sans aucun scrupule », a-t-il relevé. Aussi, « une nouvelle détérioration de la situation est tout sauf improbable », a-t-il averti. Quand pourrait-elle avoir lieu ?

« En termes humains et matériels, les forces armées russes seront probablement en mesure de mener une attaque contre l'Otan dès la fin de cette décennie », a estimé M. Kahl. En outre, « Moscou se prépare à une escalade de plus en plus en matière d'actions hybrides et secrètes », avec l'intention de « tester les lignes rouges de l'Occident », a-t-il prédit.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 22

Nouveaux rapports de force en Baltique

Si l'issue de la guerre d'Ukraine entre Kyiv, Moscou et Minsk demeure incertaine, il est d'ores et déjà possible d'observer ses conséquences sur un théâtre régional, celui de la Baltique. L'énumération des pays riverains rappelle l'importance stratégique de cette région : la Russie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, l'Allemagne, le Danemark, la Suède et la Finlande. Pour Moscou, cette mer relie la Russie à l'Europe avec Saint-Pétersbourg et Kaliningrad comme points de contact.

À la suite de l'agression russe, Stockholm et Helsinki ont renoncé à leur neutralité pour rejoindre l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), ce qui conduit certains à présenter désormais la Baltique comme un lac « otanien ».

Les choses restent évidemment plus complexes. Sur le plan énergétique, cette zone était au cœur de la relation gazière entre la Russie et l'Union européenne jusqu'à l'explosion du gazoduc North Stream, qui reliait la Russie à l'Allemagne, en septembre 2022. En octobre 2023, le gazoduc entre la Finlande et l'Estonie était endommagé par un bateau chinois. Ces épisodes rappellent aux pays riverains que leur vulnérabilité n'est pas simplement militaire. Sur le plan stratégique, il est néanmoins évident que la posture de l'OTAN se trouve renforcée. Régime parlementaire, la Finlande dispose de forces armées assises sur la conscription. Elle dépense plus de 2 % de son produit intérieur brut (PIB) pour sa défense. Monarchie parlementaire, la Suède dispose d'une petite armée professionnelle qu'elle cherche à faire remonter en puissance. Elle consacre 1,2 % de son PIB à la défense mais bénéficie d'une base industrielle de défense très performante, en particulier dans les domaines naval et aéronautique. Elle réactive des dispositifs de défense civile depuis 2014.

Dans la région, ce sont les pays baltes et la Pologne qui produisent l'effort de réarmement le plus significatif. Varsovie consacre désormais plus de 3 % de son PIB à sa défense et s'équipe notamment en Corée du Sud pour ses armes lourdes. L'Allemagne, quant à elle, va déployer une brigade d'ici 2027 en Lituanie.

Puissance nucléaire, la Russie pèse toujours lourd en Baltique, même si une partie de sa flotte a rejoint la mer Noire avant l'offensive de février 2022. Les pays de l'OTAN s'inquiètent d'éventuelles opérations amphibies sur des îles ou de sabotage sur des infrastructures critiques. Moscou s'appuie sur des forces navales limitées, tout en ayant pris soin de renforcer son dispositif à Kaliningrad.

Une des inconnues réside précisément dans l'ordre de bataille russe dans ce bastion, distant de 85 kilomètres de la Biélorussie, pays satellite de Moscou. Ce segment terrestre entre la Pologne et la Lituanie, le corridor de Suwałki, représente un enjeu hautement stratégique dans la mesure où les pays Baltes redoutent de voir les troupes russes s'y engouffrer pour les envahir. Il est considéré depuis longtemps comme le talon d'Achille de l'OTAN, qui a pourtant intensifié sa présence après l'annexion de la Crimée en 2014.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 23

Un pays comme la France réinvestit cet espace dans ce cadre, en conduisant des activités de vigilance accrue sur terre, en mer et dans les airs. Depuis 2014, elle contribue à un groupement tactique basé en Estonie sous commandement britannique. Parallèlement, elle soutient des troupes en Roumanie, projetées après 2022. Limitées en nombre, les forces déployées participent à la préparation opérationnelle et au signalement stratégique. Cette évolution conduit à rappeler le rôle clé de Paris en Europe centrale et orientale durant l'entre-deux-guerres. Paris s'est progressivement détourné de cet espace pendant la Guerre froide, puis après la chute de l'URSS.

Le modèle d'armée professionnelle s'est construit dans une logique expéditionnaire. Pour dire les choses simplement, l'Afrique et la Méditerranée étaient prioritaires. Ce ne peut plus être le cas aujourd'hui compte tenu, d'une part, de la vigueur de la menace russe et, d'autre part, du reflux de l'influence militaire française en Afrique. Comme le souligne un récent rapport : « Longtemps, Paris a mené une politique accommodante vis-à-vis de Moscou qui négligeait les préoccupations politiques et stratégiques de ses alliés centre-européens¹. » La guerre d'Ukraine et son système d'alliance l'obligent à intégrer les effets de bord entre la mer Noire et la mer Baltique.

1 Sur ce sujet, Élie Tenenbaum avec la collaboration d'Amélie Zima, « Retour à l'Est : la France, la menace russe et la défense du "Flanc Est" de l'Europe », Focus stratégique, n° 119, Institut français des relations internationales, juin 2024, p. 11.

ifri.org

Le syndrome de La Havane et les mesures actives menées par Moscou

Michel Klen analyse le mystérieux « syndrome de La Havane » qui frapperait de nombreux diplomates occidentaux et en particulier américains. Partant, il revient sur l'ampleur des mesures actives russes à l'égard de l'Occident, dans le cadre d'une guerre hybride retentissante.

Un mal mystérieux venu de Cuba

Depuis environ une décennie, des membres du personnel diplomatique en poste à l'étranger, essentiellement des Américains (civils, militaires, agents de renseignement), sont touchés par des symptômes inquiétants (malaises, étourdissements, troubles visuels, troubles auditifs, vertiges, nausées). Les premiers cas se sont produits au milieu de l'année 2016 dans la capitale cubaine, d'où le nom de syndrome de La Havane donné à ce mal mystérieux. Du fait de cette maladie, quarante diplomates américains ont dû écourter leur présence à Cuba. Par la suite, des cas similaires frappant surtout des diplomates en provenance des États-Unis ont été signalés dans d'autres pays (Chine, Inde, Allemagne, Vietnam, Géorgie). Cet événement troublant n'a été porté à la connaissance du grand public que le 30 mars 2024 avec la publication d'une enquête très fouillée par le journal russe indépendant The Insider, un média en ligne fondé en 2013 par Roman Dobrokhov, un opposant de Poutine, et spécialisé dans le journalisme d'investigation. Le bureau éditorial du réseau est situé à Riga en Lettonie. Il travaille en liaison étroite avec Bellingcat, ONG regroupant des enquêteurs spécialisés dans la vérification des faits et le renseignement d'origine source ouverte (open source).



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 24

The Insider et Bellingcat avaient occupé le devant de la scène médiatique en dénonçant les empoisonnements d'opposants russes (Skripal, Navalny) par les services secrets du Kremlin.

L'affaire du syndrome de La Havane a été aussi commentée par le magazine allemand Der Spiegel et la chaîne américaine CBS qui a soutenu dans sa célèbre émission 60 minutes que « ces éléments anormaux de santé [...] pourraient provenir de l'utilisation d'armes à énergie dirigée [...] par des membres de l'unité 29155 du service de renseignement militaire russe GRU. » D'après l'enquête, ces Armes à énergie dirigées (AED) font appel à un faisceau d'énergie dont les modalités ont été étudiées par des experts de la DARPA (l'agence des projets de recherche de l'armée américaine). Selon l'un d'eux, « l'utilisation d'impulsions ultrarapides rend cette technique de production de micro-ondes portable avec un rayon d'action de 30 à 60 mètres » suffisamment proche pour atteindre, potentiellement, des humains chez eux à travers les murs et les fenêtres (1). En 2020, des experts mandatés par le Département d'État ont confirmé que la plupart de ces symptômes « tels qu'étourdissements, maux de tête, fatigue, nausées, anxiété, déficits cognitifs et perte de mémoire » correspondaient « aux effets connus des radiofréquences » (2).

Malgré l'authenticité de ces symptômes, une interrogation demeure : la technologie utilisée pour propager cette maladie sur des cibles bien précises reste indéterminée. Quelle que soit la réponse apportée à cette question, force est de constater que l'apparition de cette affection anxiogène a porté un coup sérieux au moral de la diplomatie américaine. Eric Rubin, président de l'association américaine des affaires étrangères a affirmé que le recrutement de candidats pour des postes diplomatiques devenait plus difficile (3). Le syndrome de La Havane a donc bien créé un état de psychose. L'instauration d'un tel climat angoissant et d'une atmosphère d'obsession collective fait justement partie des mesures actives mises en place par les services spéciaux de l'URSS puis de la Russie pour déstabiliser un adversaire.

Les mesures actives

Pendant la guerre froide, l'Union soviétique s'est appuyée sur un dispositif bien organisé et dirigé par le département international du Parti communiste. Ce véritable « ministère de la manipulation » était chargé de coordonner et de financer une vaste politique conçue « pour prendre en charge » certains pans sensibles de l'opinion publique et du monde diplomatique. Au sein de la direction principale du KGB fut créé, au début des années 1950, le département D (comme desinformatsiya, désinformation). En raison des succès obtenus, Youri Andropov, lorsqu'il fut nommé à la tête du KGB en 1967, manifesta tout l'intérêt qu'il portait à cette activité en transformant le département D en « Service A » destiné à la mise en place de mesures actives et en le dotant de moyens accrus. Le principe a été conservé par la Russie après la désintégration de l'URSS. Pour le Kremlin, les mesures actives font partie intégrante de la politique étrangère de Moscou. Elles s'expriment par l'exercice intensif de l'intoxication, la propagande, la désinformation, la subversion, ainsi que diverses actions de déstabilisation (comme la propagation du syndrome de La Havane et d'un climat d'anxiété et de hantise dans la sphère politico-militaire). Elles visent ainsi à injecter le soupçon, le trouble et la confusion chez les adversaires.

Les mesures actives mises en œuvre par les services de Moscou ont principalement ciblé les États-Unis et l'Occident. L'opération de désinformation sur l'origine du Sida est ainsi révélatrice de l'ampleur des ravages que peut causer une manipulation de l'opinion dans la conscience collective.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 25

L'affaire débute en 1983 avec la parution d'un article polémique dans The Patriot, un journal indien contrôlé par le parti communiste local. Ce véritable brûlot annonce que le Sida est un virus fabriqué par les Américains dans le but d'éliminer la « race noire »... À cette époque, la maladie commence à faire des dégâts inquiétants sur le continent africain. Selon cet article, le microbe aurait été développé au Centre de recherche bactériologique de l'armée américaine situé à Fort Derrick dans le Maryland. L'affirmation stupéfiante est reprise dans la Literatournaya Gazeta le 30 octobre 1985. Le document soutient alors la thèse selon laquelle le Sida est bien le produit d'une expérimentation américaine pour se préparer à une guerre bactériologique. En Afrique francophone est fabriqué et répandu le slogan Sida = Syndrome inventé des Américains. Les débats s'enflamment autour d'une interrogation majeure : pourquoi cette terrible maladie est-elle d'abord apparue dans l'est des États-Unis (où se trouve précisément l'État du Maryland) ? Puis des preuves sont fabriquées : les deux premiers malades découverts en Afrique du Sud sont deux citoyens blancs revenus de vacances dans le nord-est des États-Unis. Dans le même temps, des documents tendent à prouver que les neuf premiers Allemands touchés par le VIH auraient été contaminés après un séjour sur le littoral oriental américain dans un endroit proche du Maryland.

Finalement, la polémique inhérente à la responsabilité américaine sur l'origine du Sida sera démontée par des scientifiques de renom. Sous la pression de Washington et la menace de représailles, Moscou reconnaîtra qu'il s'agissait d'une machination. La propagation de la fausse information entraine dans le cadre d'une vaste campagne de dénigrement des États-Unis en réponse à leurs critiques sur l'intervention de l'URSS en Afghanistan. Même si les responsables soviétiques puis russes ont reconnu que les services secrets étaient à l'origine de cette campagne mensongère à l'encontre de l'Amérique, les rumeurs n'ont jamais tari complètement. Le principe fondamental de la désinformation établi par Lénine et confirmé par ses successeurs au Kremlin reste d'actualité : « Calomniez, il en restera toujours quelque chose. »

Les services secrets de Moscou ont mené d'autres mesures actives dont les plus spectaculaires ont été :

- La tentative de discréditer les festivités du bicentenaire des États-Unis (1776-1976) en organisant un « bicentenaire européen » à Copenhague au Danemark. C'est le KGB qui a mis sur pied et géré les préparatifs de cette grande fête, notamment en faisant mettre des brochures dans les boîtes aux lettres par des exécutants munis de gants pour porter les missives afin de ne pas laisser d'empreintes (4).
- L'activation des campagnes pacifistes dès décembre 1979 pour contrecarrer la décision de l'Otan de déployer en Europe occidentale des missiles de croisière et Pershing 2 en riposte aux SS-20 soviétiques.
- Les affirmations que le Boeing sud-coréen abattu le 1er septembre 1983 par l'aviation soviétique participait à une mission d'espionnage au-dessus de l'URSS. Cette campagne de désinformation a été si efficace que le Premier ministre grec Papandréou déclara lui-même, le 3 octobre 1984 : « Il est actuellement un fait qu'il [l'avion sud-coréen] exécutait une mission d'espionnage pour la CIA et qu'il avait violé l'espace aérien soviétique pour espionner certains objectifs (5). »



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 26

- La tentative de décourager les pays africains à participer aux Jeux olympiques de Los Angeles en 1984 en lançant des menaces racistes au nom du Ku Klux Klan.

L'essor prodigieux des techniques de communication et de l'Intelligence artificielle (IA) a par la suite permis le développement des fausses informations dans les réseaux sociaux. Parmi l'entreprise de désinformation la plus spectaculaire, il y a l'opération d'ingérence numérique Doppelgänger qui a consisté à activer des sites miroirs de grands médias français (Le Figaro, Le Monde, Le Parisien) afin de publier des informations mensongères visant à discréditer l'Ukraine et ses soutiens alliés, et à diffuser une propagande à la gloire de Moscou (6). Les récits fallacieux étaient rédigés depuis Moscou par des experts maîtrisant la langue française et par des robots (bots). Les polices de caractères des quotidiens impliqués étaient parfaitement imitée (technique du typosquattage). Dans cet exercice fallacieux de tromperie à grande échelle, les cyberpirates russes (trolls) (7) ont également répandu sur la Toile des contrevérités visant à discréditer les « adversaires » de la Russie. Ainsi, une supposée apparition de punaises de lit à l'automne 2023 a été attribuée aux réfugiés ukrainiens accueillis par la France. L'objectif était de décourager les touristes du monde entier qui désiraient se rendre à Paris pour les Jeux olympiques et paralympiques (JOP). Le message subliminal était percutant : la capitale française est sale, donc la ville doit absolument être évitée. Dans le même temps, les manipulateurs soulignaient que la Russie produisait un traitement efficace contre ces insectes parasites de l'homme, mais que ce remède ne pouvait pas être commercialisé en Europe en raison des sanctions qui frappent les produits russes depuis 2022...

Les spécialistes de la désinformation agissent aussi en riposte à des actions qu'ils jugent vexatoires pour la Russie. Ainsi, aussitôt après l'arrestation et la mise en examen par la justice française du milliardaire Pavel Durov (8), le créateur et le patron du site controversé Telegram, les hackers russes ont publié une fausse information affirmant que les Émirats arabes unis (qui abritent à Dubaï le siège social de Telegram) avaient annulé le contrat d'achat à la France de 80 avions Rafale signé en 2021. Cette contrevérité flagrante a été démentie par Dubaï et la chaîne qatarie Al Jazeera.

La permanence d'une nouvelle guerre hybride La confrontation accrue entre Moscou et l'Occident alimente une guerre hybride orchestrée par le Kremlin et menée essentiellement sur Internet. Dans cette nouvelle guerre froide, les Occidentaux sont cependant très bien armés pour contrecarrer les multiples manœuvres de déstabilisation lancées par les hackers russes. C'est notamment le cas de la France qui dispose de moyens performants pour mener cette grande cyberguerre sur les réseaux grâce à deux structures particulièrement efficaces : d'une part, Viginum, le service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques sous la direction du SGDSN (Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale dépendant du Premier ministre) ; d'autre part, les cybergendarmes de la Gendarmerie nationale. Viginum travaille en étroite coopération avec l'Agence nationale de la sécurité et des systèmes d'information (ANSSI) : cet organisme national de la sécurité propose des mesures destinées à répondre aux crises affectant la protection des structures d'information des autorités publiques

Le syndrome de La Havane a établi une situation de malaise et d'inquiétude sur le long terme dans certaines sphères diplomatiques et militaires. De la même façon, les opérations de déstabilisation sur le web nourrissent un climat oppressant. Toutes ces actions ne font pas la différence entre les temps de guerre et de paix. Elles sont permanentes et ne finissent jamais.



LETTRE de l'UNC Isère

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Novembre 2024

Articles sélectionnés et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 27

Cette pérennité dans la guerre de l'information reste un marqueur fondamental dans la politique d'affrontement menée par Moscou contre l'Occident. Il y a plusieurs décennies, le célèbre opposant russe Alexandre Soljenitsyne, écrivain de renommée planétaire, nous avait prévenus sur l'amplitude de la politique de désinformation accomplie par le Kremlin : « Nous savons qu'ils mentent. Ils savent qu'ils mentent. Ils savent que nous savons qu'ils mentent. Nous savons qu'ils savent que nous savons qu'ils mentent. Et pourtant, ils persistent à mentir. »

(1) Licata Caruso Damien et Berrod Nicolas, « Syndrome de La Havane : les micro-ondes détournées en arme invisible, est-ce vraiment possible ? », *Le Parisien*, 3 avril 2024.

(2) *Ibidem*.

(3) « Havana Syndrome has 'dramatically hurt' morale, US diplomats say », *The Guardian*, 10 février 2022.

(4) Baud Jacques, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets*, Lavauzelle, 2002.

(5) *Ibidem*.

(6) Klen M., « Portal Kombat : la nouvelle offensive de désinformation menée par la Russie », *RDN*, n° 869, avril 2024, p. 108-113 (<https://www.defnat.com/e-RDN/vue-article.php?carticle=23426&cidrevue=869>).

(7) Selon Le Robert, le troll est un perturbateur qui se cache derrière son ordinateur pour diffuser des controverses artificielles, notamment sur les réseaux sociaux.

(8) Pavel Durov est un informaticien et chef d'entreprise né et éduqué en Russie et qui possède également la nationalité de Saint-Christophe-et-Niévès (Caraïbes, obtenue en 2013), ainsi que les nationalités française et émiratie (obtenues en 2021). La Justice reproche à sa messagerie Telegram, réputée pour le respect de la confidentialité, d'être utilisée par les réseaux de pédocriminels et de trafiquants de drogue.

defnat.com